LES LANDES RÉPUBLICAINES
HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION LANDAISE DU P.C.F.
S.A.R.L. « LES LANDES RÉPUBLICAINES »
7 rue Frédéric Bastiat – BP34
40001 MT DE MARSAN Cedex Tél. 05.58.46.41.41
Directeur de la publication : Alain BACHE
e-mail : landes.rep@wanadoo.fr Site : http://pcf40.free.fr
Abonnement annuel 30€
Imprimé : L.R. MONT-DE-MARSAN
C.P.N° 0728P11523– N° 2552 – Mercredi 13 mai 2026

# Unir pour préparer l'avenir

Unir le peuple et rejeter tout ce qui divise, voilà ce qui devrait occuper tous les progressistes face aux menaces qui planent.
Ce qui unit notre classe, c'est sa contribution collective à la vie sociale (le travail), et la mise en commun des résultats de ce travail pour satisfaire les besoins essentiels : la nourriture, la santé, l'éducation, le logement, la mobilité, la culture, le progrès scientifique et technique, la sécurité et la justice.
Rejetons fermement tout ce qui divise et oppose : le privé contre le public, le rural contre l'urbain, le retraité et l'actif, la couleur de peau, l'origine, la religion.
Tout travailleur peut se reconnaître dans ce projet car il correspond à son intérêt, à son quotidien, à sa réalité sociale.
Telle est l'ambition que porte le PCF aujourd'hui et pour demain. ■

Ce vendredi 8 mai, à la suite des commémorations de la fin de la seconde Guerre Mondiale, avait lieu à Tarnos un grand banquet populaire pour fêter les 90 ans du Front Populaire !
L'occasion de réunir 350 camarades, amis, et sympathisants des Landes, de Tarnos jusqu'à Mont-De-Marsan, autour des valeurs qui nous fédèrent : justice sociale, paix, solidarité et humanisme. Ce moment, qui a rassemblé … convives, a permis de se retrouver autour d'un temps fraternel et festif, mais aussi éminemment politique et militant.
A l'heure où l'extrême-droite semble dominer la sphère politico-médiatique, ce fut l'occasion de rappeler que seule la lutte collective et populaire permettra de résister aux idées nauséabondes du fascisme, d'hier comme d'aujourd'hui.
La lutte continue, hasta la victoria !

**Mathis Marquez**
**Section PCF du Seignanx**

# Pour la paix et une vie digne, refusons de payer la crise capitaliste et préparons l'avenir !

**Résolution du Conseil national – 9 mai 2026**

Les affrontements impérialistes actuels sont nourris par la crise du capitalisme mondialisé et la concurrence pour les ressources, l'énergie, les technologies. Les réelles causes des guerres actuelles sont économiques et géostratégiques. Face à la crise économique et à la remise en cause de certaines dominations, les grandes puissances privilégient de plus en plus les politiques de force et la militarisation. Les communistes portent une autre voie, celle du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, de la coopération et de la paix.

L'administration Trump, avec le concours du pouvoir d'extrême droite de Netanyahou, a plongé le Moyen-Orient dans le chaos, au prix d'innombrables victimes civiles en Iran ou au Liban. Et le peuple palestinien continue de se voir nier ses droits nationaux et fondamentaux par la guerre et la colonisation organisées par le gouvernement israélien. Au bilan humain terrible de cette politique impérialiste, s'ajoute l'impact mondial sur les hydrocarbures et les matières premières de cette guerre qui provoque un choc énergétique, industriel et agricole amplifiant la crise systémique du capitalisme.

Le PCF sonne l'alerte : une crise économique dévastatrice grandit et les mesures actuellement prises par le gouvernement ne la résoudront pas d'autant plus qu'il poursuit ses attaques contre nos conquis sociaux, comme en témoigne sa volonté de remise en cause du 1er mai comme jour férié, chômé et rémunéré pour tous et toutes, et prend des mesures qui amplifient les inégalités. Il est urgent de se mobiliser et de changer de politique !

La vie quotidienne de très nombreux ménages se voit d'ores et déjà durement impactée. Alors que l'inflation a atteint 2,2% sur un an au mois d'avril et que les prix de l'énergie ont augmenté de plus de 14%, le pouvoir d'achat, déjà en berne, des salarié·es, des retraité·es, des privé·es d'emploi, est en train de chuter dramatiquement. De plus, à l'heure où les prix des denrées agricoles pourraient flamber, de lourds enjeux pèsent sur notre souveraineté alimentaire compte tenu de la totale dépendance de notre agriculture aux énergies fossiles. Nos concitoyennes et concitoyens, nos services publics, nos collectivités territoriales et les petites et moyennes entreprises sont directement menacés par une guerre qui, chacun le voit bien, n'apportera aux peuples du monde ni le bien-être, ni la paix, ni la démocratie.

Ce n'est pourtant pas la crise pour tout le monde. La France est devenue la championne au sein de l'Union européenne des dividendes versés aux actionnaires.

Comme toujours en pareil cas, les menées spéculatives emplissent les poches d'actionnaires déjà gavés par la spéculation. Au premier rang de ces profiteurs de guerre, se situe l'industrie pétrolière. TotalEnergies vient ainsi de réaliser 6 milliards de bénéfices sur le premier trimestre 2026. Le groupe avait déjà engrangé 65 milliards de bénéfices en quatre ans.

Le Parti communiste français n'a cessé de le dire : ce n'est pas aux peuples, à la jeunesse, au monde du travail, aux familles, aux dirigeant·es des TPE et PME, aux agriculteurs·trices et aux artisans de payer les dividendes des groupes. Le capital doit mettre la main à la poche.

**Une autre politique est possible.**

La France doit agir pour la paix en portant l'exigence de cessez-le-feu durables, un cadre de sécurité collective dans la région et par conséquent organiser sa sortie de l'OTAN qui doit être dissoute car elle constitue une menace grandissante pour les peuples du monde. Et le gouvernement doit prendre des mesures d'urgences pour protéger nos concitoyennes et concitoyens de la crise.

Plus fondamentalement, la course actuelle à l'augmentation des budgets militaires doit être stoppée, les travailleurs et travailleuses doivent prendre la main sur l'appareil productif du pays et les dépenses humaines, sociales et écologiques du pays doivent être développées.

L'énergie, le pétrole, l'électricité, le gaz ne doivent pas être des objets de spéculation. Notre pays a besoin de bâtir, de produire et d'innover pour répondre aux besoins sociaux et relever les défis écologiques. Tout doit être mis en œuvre pour permettre à chacune et chacun de vivre décemment, tout en planifiant le développement économique par un autre mode de production, en engageant une nouvelle industrialisation de ses territoires, et en accélérant la transition écologique et la sortie des énergies fossiles, du pétrole et du gaz, comme le propose notre Plan Climat *Empreinte 2050*. Le plan d'électrification proposé par le gouvernement est totalement insuffisant, puisqu'il ne propose aucun moyen supplémentaire. C'est possible par une autre utilisation de l'argent et de nouveaux pouvoirs d'intervention des salarié·es et des citoyen·nes.

**Le PCF appelle donc les travailleurs et travailleuses à se mobiliser en urgence pour que des mesures exceptionnelles soient prises par le gouvernement face à cette crise et pour gagner un changement radical de politique.**

**Nos propositions :**

- **Bloquer les prix à de l'essence et du gazole à 1,50 euro le litre et taxer les bénéfices de l'industrie pétrolière, notamment dans le raffinage.** Annuler l'augmentation des certificats d'économies d'énergie, qui représentent au total jusqu'à seize centimes sur le litre et utiliser une partie des réserves stratégiques afin de faire baisser les prix et d'empêcher les pénuries. A long terme, les communistes portent l'ambition d'une autre formation des prix et d'un dépassement du marché des biens et des services qui ne vise qu'à

satisfaire les besoins solvables.

- **Bloquer le prix du gazole non routier à 1€ le litre** avec un plafond à 12 000 litres pour favoriser les petites et moyennes exploitations. A long terme, les communistes défendent l'électrification des usages et une sortie progressive des engrais azotés grâce à une transformation agroécologique au service de notre souveraineté alimentaire..
- **Baisser les factures d'électricité de 25 à 30%** en baissant la TVA et en sortant du marché européen de l'énergie. L'Espagne et le Portugal ont négocié le fait de pouvoir moduler leurs tarifs. C'est un premier pas. Nous demandons que la France s'affranchisse du carcan néolibéral imposé par l'Union européenne.
- **Augmentation immédiate des salaires, des pensions et allocations**. Augmenter immédiatement le smic de 5% pour atteindre (et aller vers 2200 euros brut) et l'ensemble des premiers niveaux de rémunération des grilles salariales ainsi que les retraites, indexer les salaires et les pensions sur les prix ; augmenter immédiatement le traitement des fonctionnaires de 10%, dégeler le point d'indice (et aller vers 30% d'augmentation).
- **Mettre en place un moratoire sur les licenciements et créer un fonds de 500 milliards d'euros pour une nouvelle industrialisation sociale et écologique du pays et les services publics.** Ce fonds alimenté par des avances à bas taux du pôle public bancaire existant permettrait : un développement de l'emploi et de la formation pour développer les filières stratégiques avec les nationalisations nécessaires ; la reprise et le développement de l'exploitation directe des matières premières en France ; un développement des infrastructures publiques et des services publics.
- **Créer un grand pôle public de l'énergie**, réintégrant les entreprises productrices et distributrices d'électricité, de gaz, EDF et Engie, et de pétrole. Nationaliser à cet effet TotalEnergies.
- **Mettre en place un réel mix énergétique décarboné,** reposant à la fois sur l'accélération du programme nucléaire, grâce à la mise en service de 20 réacteurs EPR 12 et de douze petits réacteurs modulaires d'ici 2050, et sur la relance des énergies renouvelables.
- **Engager au moins 10 milliards d'euros par an, en s'appuyant sur une autre utilisation de l'argent, pour un plan de leasing social** pour 500 000 véhicules par an pour les catégories populaires et moyennes, **et de soutien à l'achat de véhicules électriques neufs** à moins de 10 000 euros et une augmentation du budget de l'ANAH pour engager **la rénovation d'ampleur de 700 000 logements par an**, en priorité en lien avec le changement d'énergies de chauffage de logements utilisant le fioul et le gaz.
- **Annuler l'augmentation de 36 milliards d'euros des dépenses militaires** décidée par le gouvernement français pour satisfaire les exigences de Donald Trump envers les pays européens. Ces dépenses doivent être réorientées vers la réponse aux besoins sociaux et écologiques, notamment par une nouvelle industrialisation et le développement des services publics.
- **Arrêter la distribution de 200 milliards d'euros d'aides publiques annuelles visant à nourrir les profits.** Les aides publiques doivent être versées sous le contrôle des salariés et sur critères stricts en matière d'emploi, de salaire et d'égalité professionnelle femmes-hommes, d'accessibilité universelle, de formation, de relocalisation, de transition écologique. Elles doivent être restituées en cas de non-respect des engagements.
- **Décider un moratoire sur le pacte de stabilité** qui, au nom d'un désendettement décrété prioritaire et de la baisse des déficits, interdit les investissements d'avenir, bride la production de richesses par les capacités humaines, et creuse au final la dette.
- **Engager trois négociations internationales :** une négociation avec les pays européens pour un fonds européen solidaire ; une négociation de la France et de l'UE avec les pays du Sud global pour des traités de maîtrise des échanges et investissements internationaux pour le développement de l'emploi et des biens communs en lieu et place des accords de libre-échange actuels ; une négociation internationale pour une conférence mondiale de financement des dettes et des biens communs pour aller vers la sortie du système dollar et une monnaie commune mondiale.■

**Mont-de-Marsan**

## Une bien triste réalité

Les Halles de la Madeleine accueille une exposition poignante et émouvante.
À l'initiative de l'association France-Palestine, on y découvre sur des pans de tissu, les noms et âges de personnes tuées à Gaza entre octobre 2023 et avril 2025.
400 brodeuses ont participé à la création de ce projet.
Plus de 29.000 noms ont été ainsi recensés. L'âge des victimes est compris entre 1 et 88 ans.
Une exposition pour rappeler ce génocide dont est victime la population palestinienne.
Les élus de la nouvelle municipalité de gauche montoise ont visité cette exposition le samedi 9 mai.■

**Margaux Fristch et Alain Baché, élus de Mont-de-Marsan se sont rendus sur le lieu et ont visité l'exposition**

# Moment de fraternité et de partage

Il faisait bon partager ce moment de convivialité et de fraternité.
Une trentaine de camarades et amis de la section de la Chalosse se sont retrouvés ce dimanche 10 mai à Bastennes chez notre camarade Chantal Dané.
Ce rendez-vous faisait suite à la super réussite de la croupionnade de Mardi-Gras à Castelnau-Chalosse.
Si les contenus et les mets étaient excellents, la partie politique a occupé une grande place.
Des échanges ont permis de faire le tour de l'actualité et de se plonger dans les rendez-vous politiques que sont le congrès du PCF et les présidentielles de 2027, avec une vision et une volonté, l'utilité du PCF et de ses militants pour ces rendez-vous.
L'occasion aussi d'échanger avec de nouveaux jeunes élus en responsabilité sur ce territoire.
Et aussi, l'occasion d'un retour en arrière avec un des derniers « vannier » de ce coin de Chalosse. Activité qui a fait le renom de ce petit village de Chalosse qu'est Castelnau-Chalosse.
Les responsables communistes ont annoncé faire un versement financier pour la Fête de l'Humanité.■

## L'ouvrier devenu ministre et père de la Sécurité sociale

Plongez dans l'histoire extraordinaire d'Ambroise Croizat (1901-1951), ouvrier syndicaliste devenu ministre communiste, qui a façonné le modèle social français dont nous bénéficions tous encore aujourd'hui !
Fils d'ouvrier en Savoie, marqué par l'absence de protections sociales, il adhère à 14 ans au Syndicat des Métaux. Infatigable militant, il dirige en 1936 la Fédération CGT des Métaux, qui explose à plus de 800 000 adhérents sous le Front populaire. Élu député communiste avant la guerre et après des années de prison sous Vichy, il forge la Sécurité sociale moderne à la Libération : caisse unique, gestion par les syndicats, fin du paternalisme. Un combat acharné pour la solidarité et la justice sociale !

Ce numéro spécial de l'Humanité-magazine est en vente (11€) à la Fédération des Landes du PCF.■

# Gnacs et Chacailles

## OMNIBUS MORTEL EN U.E.

*..Le fou a chanté dix-sept fois/ Puis il est mort de désespoir/ Dans un champ de labiales carnivores/ Tous les tombeaux se sont ouverts/ Pour voir passer le mort vainqueur/ L'alcool s'est figé sur ton verre/ Ta cigarette tombe sur ton cœur/ Et tu cherches une vérité par-delà l'espace/ Ouais, tu cherches une vérité par-delà l'espace [] Un autre fou sort de son trou/ Les yeux recouverts de poussière/ De trois siècles passés chez Lucifer [] Un autre fou sort de son trou/Et vient respirer la lumière/ Qui gerce les murs d'Hangui-Tcheou/ Comme un grand coup de cimeterre/ Les feuilles tombent des cocas/ Et se répandent sur l'Occident/ Demain tu verras tous ces petits alchimistes/ Pulvériser un continent/ Et ta tête tombe de son socle de rêves/Ouais ta tête tombe de son socle de rêves.* Extrait de la chanson «Le Chant du fou» de Hubert Thiefaine (né le 21/07/1948 à Dole). L'objectif de l'agrochimie est limpide. Faire sauter, une à une, toutes les barrières qui protègent la biodiversité et la santé des citoyens ; Des garde-fous qu'elle considère comme de simples obstacles à ses profits. Ses représentants ne s'en cachent même plus. Le référent phytosanitaire du principal syndicat de l'agriculture intensive, la FNSEA (fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles), l'a résumé sans détour : «on ne veut aucune contrainte». Et pour y parvenir, sa stratégie est toujours la même. Faire croire qu'il n'y a pas d'alternatives aux pesticides, alors même que partout dans le monde, des millions d'agriculteurs prouvent déjà le contraire. Ils cultivent sans pesticides de synthèse, protègent les sols et les pollinisateurs, nourrissent les populations et obtiennent parfois des rendements supérieurs à ceux de l'agriculture conventionnelle. Faire passer pour inévitables les pollutions, les atteintes à la santé publique et la précarité des agriculteurs, alors qu'il s'agit de choix politiques cyniques. Aujourd'hui encore, l'État français préfère consacrer des milliards d'euros à soutenir un modèle agricole dépendant des pesticides plutôt que d'investir massivement dans une agriculture sans poisons, qui protège l'eau, l'air, les sols et ceux qui les travaillent. Faire payer aux citoyens les conséquences d'une contamination généralisée de l'environnement, alors qu'elles sont évitables, devraient être réparées et entièrement financées, par ceux qui produisent ces substances mortifères. Ces alternatives vont s'imposer, car elles sont vitales, efficaces et justes, mais le temps presse. La généralisation d'un modèle agricole respectueux des abeilles et des pollinisateurs dépend de notre capacité à faire front, ensemble, pour briser l'emprise de l'agrochimie sur nos moyens de production agricole. Les institutions européennes agissent pour faire sauter les règles sanitaires qui encadrent l'usage des pesticides. Leur projet tient dans un texte fourre-tout, dit "***omnibus sécurité des aliments***". Les lobbys de l'industrie chimique mènent l'offensive pour obtenir des autorisations à vie pour leurs produits partout en Europe. Les autorités sanitaires et la science, le Gouvernement français et le Parlement européen ont encore le pouvoir de bloquer cette loi mais ils ne le feront pas sans une mobilisation massive des citoyens européens pour leur rappeler l'urgence absolue de protéger les abeilles et l'ensemble des insectes indispensables à la pollinisation des trois quarts des plantes qui nourrissent l'humanité. S'appuyer sur un large réseau de partenaires associatifs en France et en Europe pour mobiliser au-delà de nos frontières, faire entendre notre voix et bloquer le mortel omnibus. Que cau barrar la viá a l'omnibús mortau (Il faut fermer la voie à l'omnibus mortel).■

**Roger La Mougne**